

La responsabilité du fait des choses



Parmi les différents faits générateurs de responsabilité délictuelle, on trouve le fait des **choses** que l'on a sous sa garde. Outre les cas particuliers de responsabilité du fait des choses, l'**article 1242 alinéa 1 du Code civil** en fonde le régime général.

Le régime général de la responsabilité du fait des choses



Une personne sera responsable des dommages causés par une chose si trois conditions sont réunies : il doit d'abord exister une **chose** (1), dont le responsable est le **gardien** (3), et cette chose doit avoir eu un **rôle actif** dans la réalisation du dommage (2).

La responsabilité pour **faute** du gardien pourrait aussi être recherchée. Toutefois, le régime de responsabilité du fait des choses est un régime de responsabilité **objectif**, qui ne nécessite pas de démontrer une faute (**Jand'heur, Cass. 13 févr. 1930**). Il est donc plus aisé à caractériser et permet de s'assurer de l'indemnisation de la victime.

1

Une chose

La jurisprudence a adopté une définition large de la chose : toute chose, quelle que soit sa nature, peut être source de responsabilité. Il existe toutefois trois séries d'exceptions pour lesquelles l'**article 1242 alinéa 1** ne s'appliquera pas :

- Les choses régies par des **textes spéciaux** (animaux, bâtiments en ruine, VTAM, produits défectueux).
- Le **corps humain** (sauf s'il est doté, selon la jurisprudence, d'une énergie cinétique conférée par une chose avec qui il formait un tout indivisible. Ex : collision avec un skieur)
- Les choses **sans maître** (pluie, vent, neige, etc) ou les choses **abandonnées**, car nul n'exerce un pouvoir de garde sur elles. Par exception, si une chose sans maître (ex : la neige) s'est accumulée sur un fond dont une personne est propriétaire, la chose sans maître perd son caractère : encore faudra-t-il réussir à en caractériser la garde.



2

Un rôle actif de la chose

La chose doit avoir été l'**instrument du dommage** :

- Si la chose était en mouvement ET qu'elle est entrée matériellement en contact avec la victime : le rôle actif de la chose est **présumé**. La condition est donc vérifiée (ex : un escalator sur lequel une personne fait une chute).
- Si la chose n'est pas entrée en contact avec la victime ET/OU était inerte au moment du dommage, il faudra démontrer qu'elle avait un état, une position ou un fonctionnement **anormal** (ex : une boîte aux lettres fixée en position de débordement sur le trottoir est anormalement dangereuse).



3

Un gardien de la chose

Il reste à identifier le gardien de la chose pour déterminer qui sera le débiteur de l'indemnisation. La qualité de gardien est fixée en déterminant qui exerçait les pouvoirs d'**usage**, de **direction** et de **contrôle** sur la chose au moment du dommage. Ici, deux hypothèses :

- On connaît le propriétaire de la chose : il est **présumé** en être le gardien.
- On ignore qui est le propriétaire : il faut déterminer qui, dans les faits, exerçait les pouvoirs de garde sur la chose au moment du dommage (qui en avait la détention matérielle/s'en servait ? Qui en avait la maîtrise ? Qui pouvait décider de la finalité de son emploi ?)

Le propriétaire présumé gardien peut démontrer qu'il avait, au moment du dommage, **transféré** les pouvoirs de garde à un tiers et qu'ainsi il n'est pas responsable (location, prêt, etc). Mais il doit réellement avoir entendu confier au tiers les pouvoirs de garde et non le simple usage de la chose (on nous parle d'un simple service rendu, laps de temps très court, etc).

